

Sous ce titre, nous présentons quelques brèves informations qui ont retenu notre attention dans les médias ou qui nous ont été transmises par des abonnés.

- Accès à la justice : les « avocats d'office » sont-ils des défenseurs au rabais ? Les coûts de l'assistance judiciaire explosent et les juges ont tendance à limiter les opérations des avocats pour réduire les coûts.
Plus : [cliquez ici](#)
- Election des juges : selon leur appartenance politique ou par tirage au sort ? Le Parlement refuse l'initiative fédérale en faveur du tirage au sort.
Plus : [cliquez ici](#)
- La police doit-elle informer systématiquement sur la nationalité et même sur l'origine étrangère des suspects et des auteurs de crime et de délits qu'elle interpelle ? Les Zurichois ont voté sur ce sujet le 7 mars dernier, énième épisode d'une saga qui n'en finit pas.
Plus : [cliquez ici](#)
- Interventions de la police : les bavures et les arrestations musclées continuent et il est question d'interdire aux témoins de filmer les forces de l'ordre, ce qui suscite un vif débat.
Plus : [cliquez ici](#)
- Après l'échec de l'initiative fédérale pour des multinationales responsables, on s'aperçoit que la lutte contre la corruption dont se rendent coupables de grandes entreprises est lacunaire. Seule une poignée d'entre elles sont appelées à répondre d'infractions de ce type et elles sont rarement condamnées. C'est ce que dénonce le rapport de l'ONG Transparency section suisse.
Plus : [cliquez ici](#)
- Repenser la politique pénale genevoise : en lien avec l'examen, au Grand Conseil genevois, d'une motion pour la recherche d'alternatives dans l'exécution des peines plutôt que la construction de la prison des Dardelles, une chercheuse associée au Centre romand de recherche en criminologie exprime publiquement ses critiques.
Plus : [cliquez ici](#)
- La Fondation vaudoise de probation sera-t-elle rattachée au Service pénitentiaire ? Cette perspective révolte des travailleurs sociaux.
Plus : [cliquez ici](#)
- Peine de prison à vie, détention pour des motifs de sûreté, internement ou mesures thérapeutiques prononcées à la fin de la peine : difficile de s'y retrouver dans le dédale des moyens qui permettent de ne jamais libérer les auteurs de crimes graves. Il manquait encore une base légale... Le Conseil fédéral publie un rapport et soumet au Parlement un projet de révision du code de procédure pénale fédéral.
Plus : [cliquez ici](#)
- Le code de procédure pénale fédéral, entré en vigueur en 2011, est déjà en révision afin de le mettre mieux « en adéquation avec la pratique », comme l'explique le Conseil fédéral. Plusieurs éléments ont retenu notre attention.
Plus : [cliquez ici](#)

- La Commission des visiteurs du Grand Conseil vaudois a publié en janvier 2021 son rapport sur ses activités de surveillance de juillet 2019 à juin 2020. Elle adresse de nombreuses observations et recommandations au Conseil d'Etat. Devant le Grand Conseil, elle exprime son exaspération face à la surpopulation carcérale et aux lenteurs dans l'aménagement de nouvelles places de détention.

Plus : [cliquez ici](#)

- Le Conseil fédéral, de même que la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) prennent position sur les observations faites par le Sous-comité des Nations-Unies pour la prévention de la torture (SPT), dont une délégation a visité plusieurs établissements de privation de liberté lors de sa visite en Suisse en janvier et février 2019.

Plus : [cliquez ici](#)

- Mourir en prison : avec ou sans l'aide d'Exit ? La population carcérale vieillit et certains détenus songent à la mort. Le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) a édité un guide en la matière.

Plus : [cliquez ici](#)

- Anne-Catherine Menétrey-Savary